

# Le premier partenariat public-privé pour l'irrigation au Maroc : durable pour tous ?

Annabelle Houdret<sup>1,\*</sup> et Simon Bonnet<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Deutsches Institut für Entwicklungspolitik/German Development Institute (DIE), Bonn, Allemagne

<sup>2</sup> Ancien élève de Master à l'Institut français de géopolitique, université Paris-8, Paris, France

**Résumé** – Les partenariats public-privé (PPP) sont un phénomène relativement récent dans le secteur de l'irrigation ; le projet El Guerdane au Maroc est ainsi le premier de son genre. Inauguré en 2008, le projet alimente en eau 10 000 ha de plantations d'agrumes. Les banques internationales de développement le présentent comme un succès, mais l'impact sur le développement local est, au mieux, mitigé. Alors que certains agriculteurs ont bénéficié de cette initiative, d'autres ont été marginalisés, en termes d'accès à l'eau, aux terres fertiles et au développement. Fondé sur des recherches de terrain extensives conduites entre 2005 et 2013, l'article révèle trois problèmes cruciaux du projet PPP : des effets souvent négatifs sur les revenus des acteurs et sur le développement ; un partage inégal des coûts, des bénéfices et des risques entre les secteurs public et privé ; un impact environnemental incertain. Sur la base de ces résultats, l'étude situe le projet dans le contexte plus large de l'évolution des rapports de force politico-économiques au Maroc.

**Mots clés** : système d'irrigation / Maroc / conflit d'intérêts / petites exploitations agricoles / partenariat public-privé

**Abstract** – **The first public-private partnership in irrigation in Morocco: Sustainable for all?**

Public-private partnerships (PPPs) are a relatively recent phenomenon in the irrigation sector; the El Guerdane project in Morocco is the first of its kind worldwide. Implemented in 2008, it now provides water to 10,000 ha of highly lucrative citrus fruit plantations. International development banks present this project as a success story, but results in terms of local development have been at best mixed. While some farmers have benefited from the initiative, others have experienced increased marginalization from water, fertile land, and development. Based on extensive field research in the El Guerdane area between 2005 and 2013, the present paper identifies three key critical issues posed by this PPP: partly negative effects on livelihoods and socioeconomic development; an unequal sharing of costs, benefits and risks between public and private partners; and uncertain environmental impact. Based on this analysis, the authors reflect on the significance of the project for the evolution of economic and political power relations in Morocco.

**Keywords**: irrigation systems / Morocco / conflict of interest / small farms / public-private partnership

## 1 Introduction

L'agriculture irriguée, facteur essentiel de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté, est au moins deux fois plus productive que l'agriculture pluviale, en assurant notamment une gestion plus précise de la quantité d'eau absorbée par les cultures (FAO, 2002). Elle requiert cependant des investissements particulièrement coûteux, tant en termes de construction des infrastructures que pour leur entretien. Les partenariats public-privé (PPP) font l'objet d'un enthousiasme croissant depuis le début des années 2000, en tant que réponse pertinente à ce défi. Cependant, si une gestion efficace de l'eau peut générer des bénéfices multiples, une mauvaise performance risque en revanche d'avoir des effets dévastateurs.

Dans le secteur de l'eau potable par exemple, les entreprises privées sont réticentes à investir à long terme dans l'infrastructure et la prestation de services au profit de populations et de régions peu rentables. Bien souvent, la réglementation publique de ces partenariats reste insuffisante (Barlow et Clarke, 2002).

Cet article propose d'analyser le premier PPP du secteur de l'irrigation dans lequel le partenaire privé participe au financement, à la construction et à l'exploitation/maintenance du système. Les auteurs évaluent les répercussions socio-économiques, environnementales et politiques de ce PPP dans le sud du Maroc. Ce faisant, les auteurs ne se limitent pas à une analyse de l'impact immédiat du projet, mais le contextualisent dans l'évolution des rapports politiques et économiques entre la Maison royale, l'État et la société au Maroc.

L'étude repose sur des recherches documentaires et de terrain conduites par les deux auteurs entre 2005 et 2013,

\*Auteur de correspondance : [annabelle.houdret@die-gdi.de](mailto:annabelle.houdret@die-gdi.de)

incluant plus de 180 entretiens ainsi qu'une évaluation quantitative et qualitative systématique des répercussions du projet. Elle a permis d'identifier trois lacunes majeures du PPP : des effets partiellement préjudiciables sur le développement socio-économique au sein et au-delà de la zone concernée par le projet, une répartition inégale des coûts, des bénéfices et des risques entre les partenaires publics et privés, ainsi que de probables répercussions négatives sur l'environnement. Ces facteurs ont accentué la perception négative du projet par la population locale et renforcé l'image d'autorités manquant à leurs responsabilités sociales. L'article présente d'abord les aspects techniques et financiers du projet, ainsi que les risques socio-économiques, financiers, environnementaux et socio-politiques associés au projet. Sur la base de ces connaissances, la conclusion situe le projet dans le contexte plus large des rapports de force politico-économiques au Maroc.

## 2 Le projet El Guerdane : concept, répercussions et risques

### 2.1 Émergence et concept du projet

La région du Souss-Massa-Drâa est la deuxième province économique la plus importante du Maroc, principalement en raison de sa production agricole à forte valeur ajoutée, représentant près de la moitié des exportations agricoles du pays. Cette agriculture intensive entraîne une sérieuse dégradation des ressources foncières et hydriques. Alors que le potentiel hydrique de la région provient essentiellement de la nappe du Souss, qui s'étend sur plus de 4000 km<sup>2</sup>, celle-ci est largement surexploitée depuis les années 1970 (Popp, 1986). Néanmoins, le contrôle des forages illégaux est demeuré faible – en 2011, sur 17 000 points d'eau, seulement 2000 étaient autorisés (Nakhli, 2011). Cette surexploitation des ressources en eau qui menace directement l'activité agricole est la conséquence d'un développement local dont les bénéfices sont très inégalement redistribués (El Mahdad *et al.*, 2005 ; Popp, 1986). Ainsi, les agriculteurs possédant plus de 15 ha ne représentent que 20 % des exploitations de la région mais consomment 80 % des eaux souterraines pompées (Faysse *et al.*, 2012).

Le projet El Guerdane, initié par les autorités marocaines en 1995, transfère 45 millions de mètre cube d'eau par an depuis un complexe de deux barrages vers un périmètre constitué de plantations d'agrumes, situé à une centaine de kilomètres en aval. Il concerne une superficie d'environ 10 000 ha pour une surface agricole utile irriguée régionale de près de 240 000 ha (cf. Fig. 1). Opérationnel depuis la fin de l'année 2009, le projet alimente 597 plantations d'agrumes. Le choix d'El Guerdane ne doit rien au hasard – l'épuisement des ressources en eaux souterraines y est particulièrement sévère et la baisse de l'aquifère, de 2,5 m/an en moyenne, constitue une menace grave pour la production lucrative d'agrumes.

Le montage financier du projet El Guerdane a été amplement étudié avant sa mise en place. Impliquée dans la préparation du projet, la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale a vivement appuyé l'option du PPP en tant que concept le plus viable sur le plan économique, tant pour l'État que pour les usagers (SFI, 2002). L'appel d'offres lancé en 2004 a été remporté par un consortium mené par Omnium Nord Africain (ONA), une entreprise ayant fusionné avec la Société nationale d'investissement (SNI) en 2010. La SNI est de loin l'acteur le

plus important de l'économie marocaine et est détenue principalement par la famille royale marocaine. L'ONA a fondé l'entreprise *Amensouss* afin de concevoir et d'exploiter les installations dans le cadre du projet El Guerdane.

Le coût total des investissements, à hauteur d'environ 70 millions d'euros, a été réparti entre les usagers pour 8 %, l'État marocain pour 48 % et l'ONA pour 44 % (El Gueddari, 2004 ; MADPRM, 2009).

### 2.2 Répercussions du projet et évaluation des risques

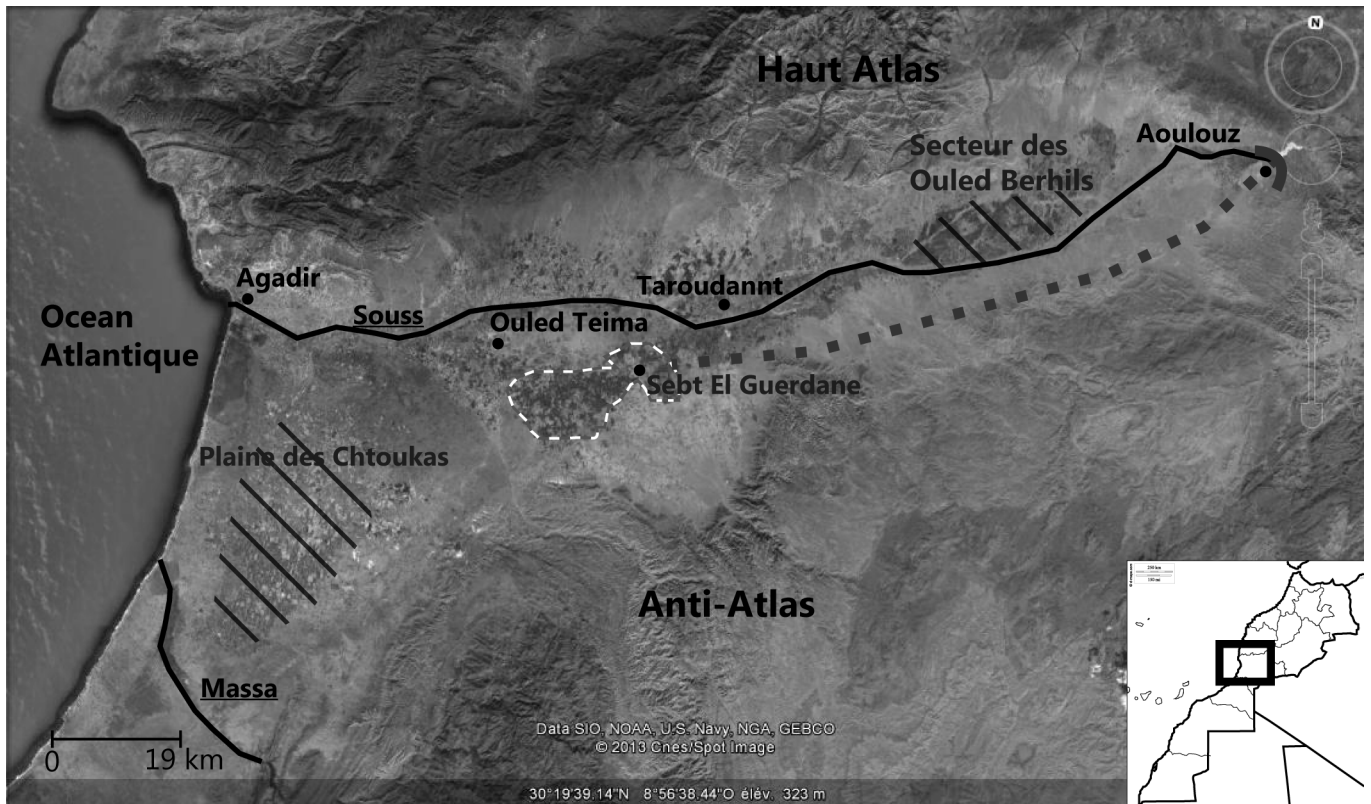
#### 2.2.1 Répercussions et risques socio-économiques

D'après les autorités marocaines et les institutions internationales, le projet d'El Guerdane profite au développement socio-économique de la région du Souss (SFI, 2013). Cependant, notre analyse distingue deux types de répercussions potentiellement négatives pour les agriculteurs et pour la région : tout d'abord les coûts individuels et les risques connexes, puis l'impact socio-économique au-delà du périmètre. Les coûts individuels pour les agriculteurs adhérant au projet incluent les frais de raccordement ainsi que l'investissement dans le système obligatoire d'irrigation en goutte-à-goutte (alors partiellement subventionné, mais nécessitant une avance des frais par les agriculteurs), les coûts afférents au renouvellement des arbres et la facture d'eau.

Selon la SFI, le projet a « rendu l'eau de surface disponible aux agriculteurs à un prix abordable » (SFI, 2013), mais de nombreux agriculteurs interrogés dénoncent de leur côté une eau beaucoup trop chère, plus du double des prix moyens pratiqués dans les systèmes publics d'irrigation marocains. Les cultivateurs doivent aussi assumer les coûts importants inhérents à l'eau d'irrigation additionnelle (environ 50 % du besoin des plantations), provenant de forages le plus souvent privés. Malgré la valeur ajoutée importante des agrumes, l'ensemble de ces coûts, mais aussi le haut niveau de risque (financier, environnemental), limite l'accessibilité du projet aux agriculteurs les plus aisés (voir aussi Bonnet, 2013).

Les problèmes économiques actuels des agriculteurs contrastent avec l'enthousiasme suscité par le projet lors de son inauguration : un refus de paiement des factures d'eau de la majorité des agriculteurs membres en été 2015 a corroboré l'hypothèse de sérieux problèmes financiers (Mahfoud, 2015). Ceci est probablement également dû au net recul de la production et des exportations d'agrumes dans la région du Souss (Belouas, 2013). Simultanément, on constate une augmentation importante de la production dans d'autres parties du pays combinée à une réduction des débouchés, ce qui peut aujourd'hui remettre en question la rentabilité actuelle et future des investissements.

Les répercussions socio-économiques s'étendent au-delà de la zone concernée par le projet dès lors que les 9600 ha de terres irriguées sont répartis sur une surface totale de 30 000 ha, pour plus de 48 000 habitants au total. Ceux-ci sont affectés par le projet, notamment en raison du passage de la conduite de transfert sur leur territoire, et sont confrontés à deux externalités négatives majeures. Tout d'abord, seule une faible proportion des agriculteurs participent à l'initiative ; mais les domaines royaux en font partie. Les 597 exploitations impliquées représentent à peine 11 % des exploitations répertoriées dans les sept districts concernés et occupent pourtant plus d'un quart de la surface totale cultivée ; ainsi, un nombre réduit de



○ Délimitation approximative du périmètre El Guerlane

..... Adducteur alimentant le périmètre El Guerlane

⤿ Barrage d'Aoulouz

— **Oued**

Auteur: Simon Bonnet 2015  
Données: Google Earth, Amensouss

La plaine des Chtoukas et le secteur des Ouled Berhils sont des zones agricoles extérieures au projet

**Fig. 1.** Le projet El Guerlane.  
**Fig. 1.** The El Guerlane project.

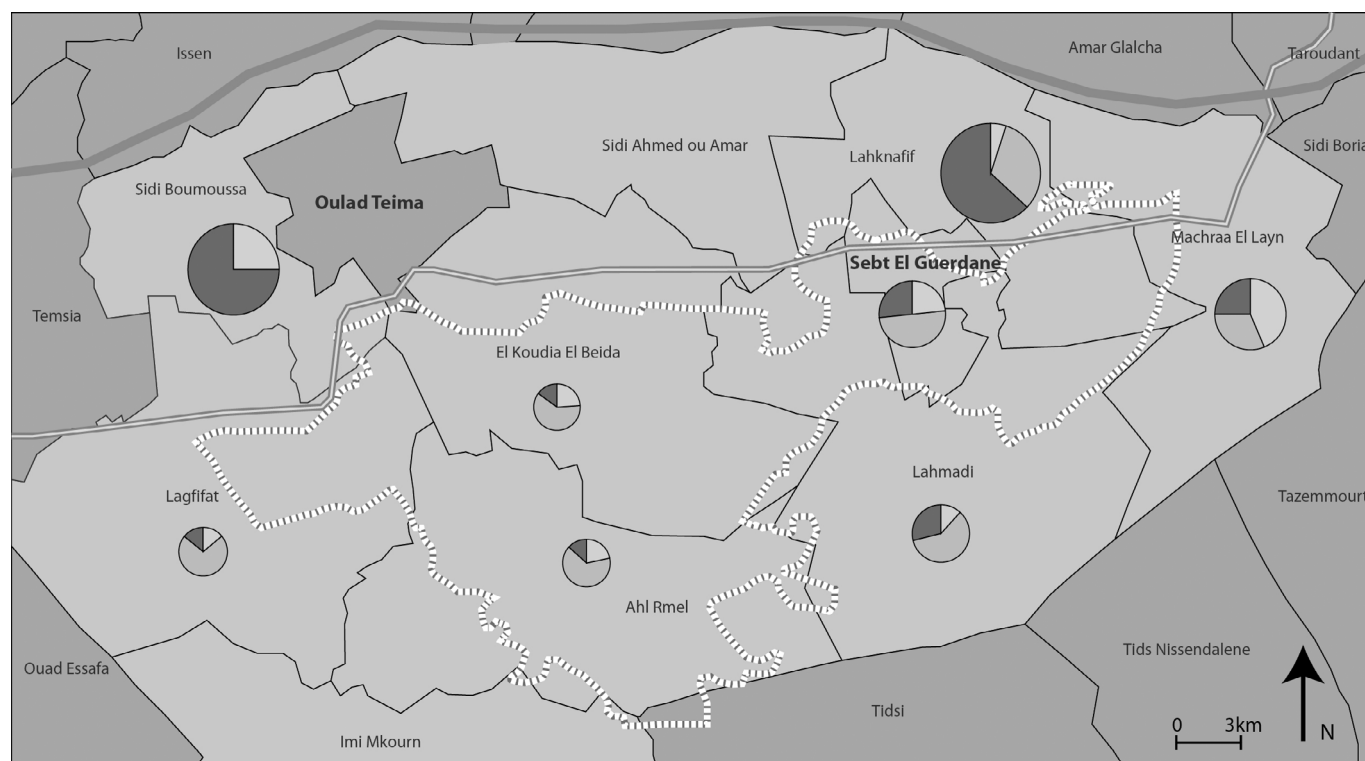
propriétaires terriens contrôlent une part importante des terres et bénéficient également de l'intégration au sein du projet (Fig. 2). Dans certains districts, le rapport est encore plus frappant : seules 22 % des exploitations du district de Sebt El Guerlane participent au projet, mais elles représentent 57 % de la surface totale cultivée. La taille moyenne des exploitations intégrées est importante : 16,1 ha, soit plus de cinq fois la moyenne dans la province de Taroudannt où le projet est mené. Seules 13 % des exploitations concernées sont inférieures à 3 ha, et 25 % couvrent moins de 5 ha. Cependant, bon nombre de ces « petites » exploitations font en fait partie d'ensembles fonciers plus larges. De surcroît, la taille de l'exploitation déclarée pour le projet n'inclut que la partie consacrée à l'agrumiculture.

La seconde externalité négative se rapporte au fait que la population vivant à proximité du périmètre risque de souffrir d'une dégradation de l'accès à l'eau. Si le projet n'est évidemment pas le seul fautif, il a souvent intensifié la pénurie d'eau pour les petits agriculteurs, contraints de se tourner de plus en plus vers une agriculture non irriguée moins rentable.

Par ailleurs, des études représentatives ont démontré que les disparités entre agriculteurs de petites et de grandes parcelles sont importantes en termes de cultures pratiquées, de revenus, d'endettement et d'accès à l'eau (Houdret, 2010a,b, 2012). Ces disparités se sont encore exacerbées lorsque le projet a été mis en place.

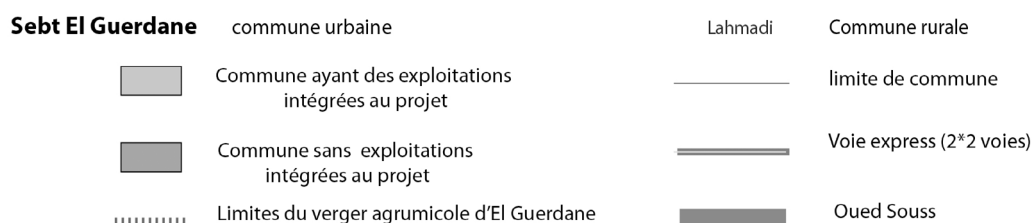
Si la SFI prétend qu'El Guerlane « fournit des emplois directs et indirects à environ 100 000 personnes » (SFI, 2013), des travaux menés sur l'emploi dans le secteur agro-alimentaire local en général font état de graves problèmes, notamment une forte concentration d'emplois informels, des fluctuations saisonnières importantes et des salaires ne permettant pas de subvenir aux besoins essentiels des employés (FairFood International, 2014 ; Raimbeau, 2009). Sans pouvoir s'appuyer sur des études représentatives à large échelle s'intéressant aux répercussions socio-économiques autour du projet, les phénomènes analysés ici brossent un tableau particulièrement sombre. Le projet peut servir les intérêts économiques à court terme d'une petite poignée d'acteurs, mais il néglige les préoccupations à long terme de la majorité.



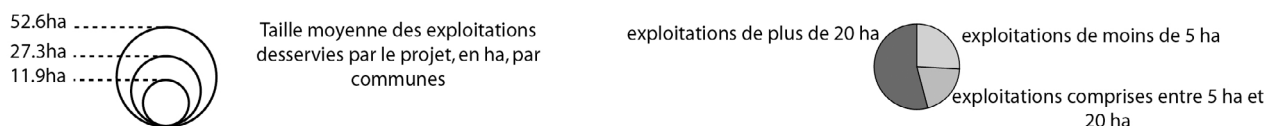


Auteur: Simon Bonnet, 2015

Source: Ministère de l'Agriculture, AmenSouss



**Une majorité d'exploitations de taille moyenne (5 à 20 ha) à grande (plus de 20 ha) et une faible proportion d'exploitations de moins de 5 ha.**



Pour les communes de Imi Mkourn et Sidi Ahmed, le nombre d'exploitations impliquées (une ou deux) est trop faible pour être pris en compte de manière significative.

**Fig. 2.** Plantations d'agrumes intégrées et non intégrées au projet d'El Guerdone (la plaine des Chtouka et le secteur des Ouled Berhil constituent deux zones agricoles extérieures au projet).

**Fig. 2.** Citrus fruit plantations which are part of the El Guerdone project and those which are not (the Chtouka valley and the Ouled Berhil sector are two agricultural zones that are not part of the project).

## 2.2.2 Répercussions et risques découlant du mécanisme de financement

Une étude de la Banque mondiale (Trier, 2014) juge que le projet a bénéficié d'un système équilibré d'allocation des risques. Pourtant, une analyse du mécanisme de financement du projet révèle d'importants déséquilibres en termes de partage

des bénéfices et des risques entre les autorités publiques, l'entreprise privée et les cultivateurs. Quatre problèmes majeurs font écho à cette préoccupation.

Tout d'abord, le financement public est dominé par le fonds Hassan II, qui a subventionné Amensouss à hauteur de 22 millions d'euros, et a accordé en outre à cette entreprise un prêt de même montant au taux préférentiel de 1 %. Le budget

de ce fonds provient de la vente des licences d'exploitation du réseau mobile mais est géré sans contrôle parlementaire ni gouvernemental (Hibou et Tozy, 2002). Ainsi une entreprise privée, mais intimement liée à la Maison royale, bénéficie de subventions publiques soustraites au contrôle démocratique. Les deniers publics servent en outre à couvrir les risques importants d'un projet de nature privée, dont les bénéfices reviennent à l'entreprise privée. Cette structuration témoigne des difficultés à établir précisément la distinction entre parties publiques et privées.

Le deuxième problème réside dans le contrat de concession, qui reflète le partage inégal des risques si l'entreprise n'est pas en mesure d'acheminer toute l'eau prévue. Les risques sont partagés de la manière suivante : les pertes de revenu pour l'entreprise concessionnaire sont supportées par celle-ci jusqu'à hauteur de 15 % (par rapport au contrat prévu). Au-delà (15 à 22,75 %), les pertes sont compensées par une redevance supplémentaire sur l'eau à payer par les exploitants. Enfin, le partenaire public compense les pertes essuyées par l'entreprise lorsqu'elles sont supérieures à 22,75 %. Les entretiens menés avec l'autorité locale en charge des systèmes d'irrigation, l'Agence de bassin hydraulique et les associations d'usagers de l'eau ont révélé que l'imputation aux usagers des coûts découlant d'une pénurie d'eau n'était pas réaliste dans la plupart des cas, puisque ceux-ci se heurteraient déjà à des problèmes financiers consécutifs aux pertes de production. Du reste, le contrat d'utilisation mentionne que le concessionnaire ne saurait être tenu pour responsable d'une interruption de la distribution d'eau en cas « d'absolue nécessité » – sans toutefois définir clairement ni le terme, ni la procédure permettant de l'établir. Par ailleurs, les frais engendrés par des dommages causés au réseau suite à de fortes inondations ont dû être payés par le partenaire public alors que des défauts de construction – dont Amensouss est responsable – étaient à l'origine de ces dommages (Villanueva Moreno, 2013).

Troisième problème identifié : la rentabilité incertaine du projet, qui laisse présager d'autres risques. Lors d'un entretien, un haut responsable d'Amensouss a mis en exergue le niveau insuffisant du prix de l'eau et des frais de raccordement pour permettre de couvrir l'investissement du concessionnaire. En effet, le montant de 0,15 €/m<sup>3</sup>, ajouté aux frais de raccordement à hauteur d'environ 730 €/ha, est nettement inférieur aux recommandations de la SFI pour garantir la viabilité du projet (SFI, 2002). Les incertitudes sur cette dernière, couplées aux risques financiers, font douter de la capacité d'Amensouss à exploiter le projet d'une manière qui soit financièrement durable.

En outre, l'infrastructure complexe requiert un entretien permanent et coûteux. On ne sait pas, à l'heure actuelle, si le projet permettra encore de distribuer l'eau à l'issue de la période de concession de 30 ans, ni de quelle manière les répercussions négatives seront gérées à l'intérieur de la zone du projet comme en dehors, pendant et à l'issue de cette même période. Le partenaire privé mettra en place un fonds de réhabilitation d'environ 15 millions d'euros à compter de la 21<sup>ème</sup> année d'exploitation, qui pourrait couvrir les coûts de maintenance du périmètre d'irrigation et de la conduite de transfert, mais les modalités précises de sa mise en œuvre ne sont pas connues.

En somme, les autorités et les budgets publics garantissent un investissement privé qui n'est pas viable sur le plan financier et est encore moins susceptible de profiter à la majorité des agriculteurs.

### 2.2.3 Répercussions et risques pour l'environnement

Aussi importantes que puissent être les implications financières et socio-économiques, les préoccupations d'ordre environnemental constituent l'aspect le plus déterminant dans l'appréciation de la viabilité du projet. Le PPP a été initié en réponse à la dégradation des ressources hydriques et foncières, mais quatre observations indiquent qu'il ne contribue pas à ralentir cette détérioration et, au contraire, peut même l'accroître.

Tout d'abord, l'eau acheminée correspond (comme prévu dès la conception du projet) à seulement 50 % du volume requis en moyenne pour les plantations (El Hari *et al.*, 2011). La part résiduelle doit être prélevée à partir de puits privés, bien que cela entre en contradiction avec la stratégie officielle de préservation de l'aquifère. Des forages illégaux sont *de facto* utilisés au sein du périmètre irrigué et de nouveaux sont creusés. Deuxièmement, d'après les entretiens menés par les auteurs, les agriculteurs ont non seulement préservé les plantations existantes, mais ils ont aussi étendu les surfaces irriguées. Troisièmement, il est probable que le projet cause des dommages environnementaux au-delà du périmètre d'irrigation même. Les agriculteurs ont ainsi rapporté que des puits d'eau potable s'étaient asséchés, ou que l'eau n'était plus accessible qu'à partir de forages plus profonds dans les villages avoisinants. Ces indications viennent corroborer une étude préliminaire sur le projet, indiquant que le projet ne contribuerait pas à empêcher la baisse continue du niveau de la nappe phréatique et qu'à terme, la zone irriguée devrait à nouveau être réduite (SFI, 2002).

Finalement, l'orientation stratégique du projet vers l'agrumiculture – seule culture autorisée – est (ou du moins était) lucrative en raison de la valeur commerciale élevée des agrumes pour l'exportation, mais elle n'est pas bénéfique pour l'environnement. La culture traditionnelle d'oliviers ou d'arganiers serait plus adaptée aux conditions climatiques et hydrologiques, car nettement moins exigeante en eau.

L'analyse des préoccupations environnementales découlant du projet montre des risques importants non seulement pour sa viabilité mais aussi en termes de dégradation à long terme de l'ensemble de la région. Ces résultats contrastent fortement avec les déclarations des organisations internationales de développement et des institutions financières, pour lesquelles le projet permettrait d'atténuer « le risque d'épuisement des ressources en eau souterraine » et de sauver « une industrie des agrumes » (SFI, 2013). Ces citations plus récentes de la SFI démontrent une certaine incohérence par rapport à l'étude qu'elle avait mandatée en 2002.

### 2.2.4 Répercussions et risques socio-politiques

L'évaluation des risques proposée dans la publication de la Banque mondiale sur l'avenir des PPP dans le secteur de l'irrigation mentionne comme seuls risques politiques un possible changement d'attitude de la part du gouvernement à l'égard des PPP ou une évolution des habitudes de paiement des clients (Darghout *et al.*, 2007). Pourtant, le projet El Guerdane implique au moins deux risques socio-politiques supplémentaires : une intensification des conflits liés à l'eau, due au renforcement des inégalités, et une accentuation de la crise de légitimité des responsables politiques.

Développé dans un contexte général de forte sécheresse, le projet El Guerdane a fait naître des attentes considérables.

L'engagement d'une société privée détenue par le roi en tant que principal investisseur, a été perçu par beaucoup comme une preuve de l'intérêt du monarque pour l'avenir de la vallée. Le choix du PPP était plébiscité, tant les institutions publiques souffrent d'une réputation de corruption et d'incompétence. Mais finalement, le nombre de bénéficiaires est très restreint (371 agriculteurs, 597 exploitations) et plusieurs centaines d'agriculteurs sont sur la liste d'attente. Le processus de sélection des bénéficiaires a par ailleurs été dénoncé pour son manque de transparence. Un sentiment croissant de frustration mais aussi d'injustice est particulièrement perceptible dans la zone du projet et sa périphérie (entretiens menés entre 2006 et 2013).

Plusieurs conflits, exacerbés ou provoqués par le projet, ont également éclaté au sujet de la question de l'accès à l'eau : entre petits et grands exploitants, entre usagers du secteur agricole et usagers de l'eau potable (souvent suite aux forages profonds qui accentuent le rabattement de la nappe phréatique et l'assèchement des puits), et entre agriculteurs, Amensouss et l'autorité en charge des questions d'irrigation. Certains de ces conflits ont entraîné des actes de violence : des agriculteurs ont bloqué le chantier de construction d'El Guerdane lorsque leurs plantations ont été détruites et leurs terres confisquées. Des actes de sabotage des infrastructures hydrauliques ont par ailleurs entraîné des dommages et des employés d'Amensouss auraient été la cible de jets de pierres lors de la construction du projet. Une analyse détaillée de la région a démontré que les exploitants déjà marginalisés en termes économiques souffrent également d'un accès à l'eau de plus en plus difficile et sont plus souvent impliqués dans les conflits relatifs à l'accès à cette ressource. Par ailleurs, les agriculteurs cultivant des petites et moyennes exploitations, notamment, n'accordent plus aucune confiance ni aux partis politiques locaux ni aux autorités locales, ni même au roi, pour contribuer à la résolution des conflits et autres problèmes liés à l'eau (Houdret, 2010a,b).

### 3 Conclusion

Cette étude propose une analyse de la conception et de la mise en œuvre d'un PPP pour un système d'irrigation. À rebours des échos favorables de la part de la SFI (SFI, 2013) et d'institutions locales du secteur agricole (El Gueddari, 2004 ; MADPRM, 2009), notre étude met au jour de sérieuses préoccupations quant à la pérennité du projet sur le plan social, économique et environnemental.

Comme le soulignent Préfol *et al.* (2006), les études de cas sur les PPP dans l'irrigation n'abordent que rarement les risques inhérents de façon appropriée. Au vu de l'engouement autour des PPP et du besoin évident de nouveaux instruments dans le secteur de l'irrigation, il convient d'améliorer la réglementation et la gestion des risques afin d'empêcher des répercussions négatives telles que celles décrites ici. La pérennité à long terme des projets relatifs à l'eau est non seulement fonction de leur faisabilité technique, mais aussi et surtout de leur pérennité au plan environnemental et de leur légitimité socio-politique. Dans le contexte marocain, l'exercice du pouvoir économique et politique à travers ce PPP s'articule à plusieurs niveaux.

Premièrement, le PPP représente une nouvelle opportunité d'affaires. Au début de l'engagement de l'ex-ONA dans les

années 2000, le projet représentait une porte d'entrée dans une branche prometteuse du secteur agro-alimentaire, déjà largement sous contrôle de cette entreprise. Des opportunités de prises de participation minoritaires et de transactions financières complètent les raisons de cet intérêt économique pour le projet. Comme décrit ci-dessus, cet engagement s'est largement appuyé sur la mobilisation de fonds publics et s'inscrit ainsi dans une autre tendance observable dans plusieurs secteurs : le détournement de fonds publics ou de financements étrangers pour l'enrichissement des associations caritatives ou des sociétés privées dominées par la Maison royale (Catusse, 2009 ; Hinnebusch, 2015). Cependant, avec l'annonce du retrait du moins partiel du groupe SNI du secteur alimentaire en 2010 et la mise en vente de plusieurs branches récemment (Iraqi, 2015), la question de l'intérêt économique futur de la SNI pour le projet est posée.

Deuxièmement, le PPP représente un instrument de pouvoir permettant de tisser ou de renforcer des alliances à plusieurs niveaux. Au-delà des opportunités d'affaires décrites ci-dessus, le projet sert les intérêts économiques à court terme d'une élite de grands agriculteurs et ignore les besoins essentiels, en eau et en moyens de subsistance, de la majorité. Le projet s'inscrit ainsi dans la continuité de 50 ans de politique agricole marocaine favorable aux élites (Leveau, 1976 ; Pérennes, 1993), même si aujourd'hui celles-ci peuvent autant être rurales et locales que des hommes d'affaires influents d'autre origine. Les noms des grands agriculteurs inclus dans le projet ne sont pas disponibles, mais la consultation d'extraits de la liste des membres du projet confirme la présence de plusieurs personnalités politiques d'envergure régionale et nationale.

Troisièmement, le PPP est utilisé pour délégitimer les hommes politiques élus. Comme dans d'autres cas, la Maison royale se sert de son engagement pour se positionner en tant que « manager » pragmatique et efficace vis-à-vis d'une inefficacité et d'une corruption présumées des élus. Cependant, la population locale est aujourd'hui déçue et les conflits liés à l'accès à l'eau s'intensifient. Outre le manque de confiance qui en résulte, l'absence d'institutions d'arbitrage légitimes pourrait s'avérer encore plus dangereuse dans un environnement politique globalement fragilisé.

Au vu des évolutions récentes, autant au niveau macro-économique (déclin de la valeur de la filière agrumicole, retrait de la SNI du secteur agro-alimentaire) qu'au niveau local (rabattement continu de la nappe, mécontentement croissant des agriculteurs au sein et en dehors du projet), il apparaît clairement que les intérêts économiques et de pouvoir dans ce projet sont réalisés aux dépens de la légitimité de la Maison royale et de la classe politique, de la survie économique des petits agriculteurs et de la durabilité de l'écosystème local. Le retrait de la SNI du secteur agro-alimentaire, et notamment des filières alimentaires de base, répond en quelque sorte à ces soucis, car, comme l'exprime N. Akesbi : « La présence du roi dans ce secteur fortement exposé est devenu un lourd fardeau à porter politiquement » (Benchemsi, 2013). D'autre part, les difficultés actuelles du projet décrites ci-dessus laissent planer le doute sur l'engagement à moyen et à long terme du partenaire privé ; il se pose alors la question du partage des coûts d'un retrait et de compensations éventuelles pour les dommages causés.

Du fait des fortes répercussions politiques et sociales de l'eau et de la production agricole, une réglementation plus

stricte profiterait également à la stabilité politique à long terme. Préfol *et al.* (2006) appellent à l'intervention d'un « tiers professionnel entre les cultivateurs et le gouvernement » ; nous recommandons vivement l'intervention d'un tel médiateur, capable de rapprocher les intérêts du gouvernement, des agriculteurs et du secteur privé – sans oublier les besoins de l'écosystème. Mais comme en témoigne l'exemple d'El Guerdane, le secteur privé ne se présente pas nécessairement comme un tiers professionnel indépendant lorsque des intérêts à long terme sont en jeu. Il ne s'agit pas ici de militer pour l'interdiction des PPP, mais plutôt de plaider pour une réglementation raisonnable des projets concernés. Car si les aspects techniques de la mise en place des PPP ont été amplement étudiés, la question de savoir si et comment ces partenariats remplacent la responsabilité du secteur public pour les biens publics n'est que rarement abordée.

*Remerciements.* Annabelle Houdret souhaite remercier le CIRAD UMR G-Eau Montpellier, pour le soutien accordé aux études de terrain dans la vallée du Souss.

## Références

- Barlow M, Clarke T. 2002. Blue gold: the battle against corporate theft of the world's water. Toronto: Stoddart Publishing Co. Ltd.
- Belouas A. 2013. Les exports ont baissé de 21 % lors de la campagne 2012-2013. *Vie Eco*, <http://lavieeco.com/news/economie/maroc-agrumes-les-exportations-ont-baisse-de-21-lors-de-la-campagne-2012-2013-26178.html>.
- Benchensi A. 2013. Mohamed VI, despote malgré lui. Le blog de Achemd Benchensi ; 2, 3 trucs que je tiens à dire sur 4, 5 choses.
- Bonnet S. 2013. Le « sauvetage » du verger El Guerdane, enjeux géopolitiques d'un projet d'irrigation dans le sud du Maroc. Master 1 Thesis in Geopolitics, Institut Français de Géopolitique, Paris (France). [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=2314894](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2314894).
- Catusse M. 2009. Morocco's Political Economy; Ambiguous Privatization and the Emerging Social Question. In: Guazzone L, Pioppi D, eds. The Arab State and Neo-liberal Globalization. The Restructuring of State Power in the Middle East. Reading (Egypt): Ithaca Press.
- Darghout S, Tardieu H, Préfol B, Vidal A, Plantey J, Fernandez S. 2007. Emerging Public-Private Partnerships in Irrigation Development and Management. The World Bank.
- El Gueddari ABS. 2004. Projet El Guerdane, de l'approche classique à la mise en œuvre du partenariat public-privé. MADPRM, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, p. 16.
- El Hari A, Chaik M, Lekouch N, Sedki A, Lahrouni A. 2011. Water needs in citrus fruit in a dry region of Morocco. *J. Agric. Environ. Int. Dev.* 104: 91–99.
- El Mahdad H, Ouhajou L, Bouchachou L. 2005. Politique de gestion des ressources en eau et équité hydraulique : cas des bassins du Souss et du Drâa (sud marocain). In: *Colloque international à Agadir, 12–15 décembre 2005. Conférence Pauvreté hydraulique et crises sociales/Water poverty and social crisis, Maroc*.
- FairFood International. 2014. The fruits of their labour. Morocco report 2014.
- FAO. 2002. Improving irrigated production. <http://www.fao.org/docrep/005/y3918e/y3918e10.htm>.
- Fayse N, El Amrani M, El Aydi S, Lahlou A. 2012. Formulation and implementation of policies to deal with groundwater overuse in Morocco: which supporting coalitions? *Irrigation Drainage* 61: 126–134.
- Hibou B, Tozy M. 2002. De la friture sur la ligne des réformes. La libéralisation des télécommunications au Maroc. *Critique Int.* 14: 91–118.
- Hinnebusch R. 2015. Change and continuity after the Arab uprising: The consequences of state formation in Arab North African states. *Br. J. Middle East. Stud.* 42: 12–30.
- Houdret A. 2010a. Les conflits autour de l'eau au Maroc : causes, impacts et perspectives. Résumé de la thèse de doctorat, Universités de Duisburg-Essen, Allemagne, et Paris-8, France. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00409020>.
- Houdret A. 2010b. Wasserkonflikte sind Machtkonflikte. Ursachen und Lösungsansätze in Marokko. Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften.
- Houdret A. 2012. The water connection: irrigation, water grabbing and politics in southern Morocco. *Water Alternatives* 5: 284–303.
- Iraqi F. 2015. Les arcanes du business de Mohammed VI. TelQuel du 9 février 2015. [http://telquel.ma/2015/02/09/les-arcanes-du-business-mohammed-vi\\_1433551](http://telquel.ma/2015/02/09/les-arcanes-du-business-mohammed-vi_1433551).
- Leveau R. 1976. Le fellah marocain défenseur du trône. Paris: Presses de la fondations nationale des sciences politiques.
- MADPRM. 2009. Le projet de partenariat public-privé pour la conception, la construction et l'exploitation des infrastructures d'irrigation dans le périmètre d'El Guerdane. Note de la direction de l'aménagement de l'espace agricole. Ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la Pêche Maritime (MADPRM).
- Mahfoud AS. 2015. Catastrophe à El Guerdane (en arabe). *Houarapress.com* du 3.7.2015.
- Nakhli F. 2011. Ressources en eau/Souss : menaces sur la nappe phréatique. *Economiste* 3547.
- Pérennes JJ. 1993. L'eau et les hommes au Maghreb : contribution à une politique de l'eau en Méditerranée. Paris: Karthala.
- Popp H. 1986. L'agriculture irriguée dans la vallée du Souss. Formes et conflits d'utilisation de l'eau. *Mediterranee* 59: 33–47.
- Préfol B, Tardieu H, Vidal A, Fernandez S, Plantey J, Darghouth S. 2006. Public-private partnership in irrigation and drainage: need for a professional third party between farmers and government. *Irrigation Drainage* 55: 253–263.
- Raimbeau C. 2009. Colère des paysannes de l'Atlas marocain. *Monde Diplomatique* 2009: 18–19.
- SFI. 2002. Avant-projet de rapport d'options stratégiques, projet El Guerdane, non-publié. Société financière d'investissement (SFI).
- SFI. 2013. Public-Private Partnership Impact Stories, Morocco: Guerdane Irrigation. Société financière d'investissement (SFI). [http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/37eff900498391a2855cd7336b93d75f/PPPImpactStories\\_Morocco\\_GuerdaneIrrigation.pdf?MOD=AJPERES](http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/37eff900498391a2855cd7336b93d75f/PPPImpactStories_Morocco_GuerdaneIrrigation.pdf?MOD=AJPERES).
- Trier R. 2014. Review of international experience with public-private partnership in the irrigation subsector. *Irrigation Drainage* 63: 212–220.
- Villanueva Moreno JA. 2013. Rethinking Public-Private Partnerships: A Sustainability Perspective on the El Guerdane and West Delta Irrigation Projects. Thesis, Harvard College Cambridge, Massachusetts (USA).

**Cite this article as:** Houdret A, Bonnet S. 2016. Le premier partenariat public-privé pour l'irrigation au Maroc : durable pour tous ? *Cah. Agric.* 25: 25001.